|  |  |
| --- | --- |
| **Groupe consultatif pour le développement des télécommunications (GCDT)****30ème réunion, Genève (Suisse), 19-23 juin 2023** | A close up of a sign  Description automatically generated |
|  |  |
|  | **Révision 1 duDocument** **TDAG-2****3/14-F** |
|  | **15 juin 2023** |
|  | **Original:** **anglais** |
| Directeur du Bureau de développement des télécommunications |
| Initiatives spéciales de l'UIT-D |
|  |
| **Résumé:**Le portefeuille d'initiatives spéciales du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D) comprend quatre initiatives et projets, à savoir les initiatives Giga, Connect2Recover et Partner2Connect et le projet UIT/FCDO. Ces initiatives et projets, lancés pendant la période 2019-2022, recoupent plusieurs priorités thématiques. Ensemble, elles donnent suite à la Résolution 16 (Buenos Aires, 2017), aux Résolutions 18, 25 et 37 (Rév. Kigali, 2022), à la Résolution 60 (Hyderabad, 2010) et aux Résolutions 87 et 88 (Kigali, 2022) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT) et à la Résolution 215 (Bucarest, 2022) de la Conférence de plénipotentiaires, et vont dans le sens des priorités de l'UIT-D relevant du Plan d'action de Kigali.Le présent document donne un aperçu des travaux entrepris dans le cadre des quatre initiatives/projets et de leur contribution à la mise en œuvre des Résolutions de la CMDT-22 et d'autres résultats.**Suite à donner:**Le GCDT est invité à prendre note du présent document et à fournir les indications qu'il jugera utiles.**Références:**Résolutions 16 (Buenos Aires, 2017), 18, 25 et 37 (Rév. Kigali, 2022), 60 (Hyderabad, 2010), 87 et 88 (Kigali, 2022) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT), et Résolution 215 (Bucarest, 2022) de la Conférence de plénipotentiaires. |

# 1 Introduction

Les initiatives spéciales comprennent les quatre initiatives/projets suivants du BDT, qui recoupent les priorités thématiques de l'UIT-D:

– Initiative Giga

– Projet UIT/Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni (FCDO)

– Initiative Connect2Recover

– Initiative Partner2Connect

Ensemble, ces initiatives donnent suite à la Résolution 16 (Buenos Aires, 2017), aux Résolutions 18, 25 et 37 (Rév. Kigali, 2022), à la Résolution 60 (Hyderabad, 2010) et aux Résolutions 87 et 88 (Kigali, 2022) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT), et à la Résolution 215 (Bucarest, 2022) de la Conférence de plénipotentiaires et vont dans le sens du Plan d'action de Buenos Aires et du Plan d'action de Kigali. Les initiatives spéciales témoignent toutes des incidences d'une mobilisation efficace des ressources et de la coopération internationale sur la réalisation des objectifs et des priorités de l'UIT-D.

Des renseignements détaillés sur les incidences des partenariats et de la mobilisation de ressources dans le cadre des quatre initiatives spéciales ont été communiqués lors de l'atelier de la Commission d'études 1 de l'UIT-D sur une connectivité efficace (des renseignements complémentaires sont donnés [ici](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/meetings/workshop-sustainability-may23.aspx)).

# 2 Initiative Giga

Rappel

Le projet Giga, lancé conjointement par l'UIT et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) lors de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2019, vise à connecter toutes les écoles à l'Internet et à permettre à tous les jeunes d'accéder à l'information, de bénéficier de nouvelles possibilités et d'avoir la liberté de choix, d'ici à 2030. Dix-neuf pays participent activement à l'initiative Giga et 14 partenaires apportent leur contribution à cette initiative.

Dans le cadre de l'initiative Giga, l'UIT, en partenariat avec l'UNICEF, s'efforce d'atteindre les objectifs énoncés dans la [Résolution 87 de la CMDT](https://www.itu.int/en/publications/ITU-D/pages/publications.aspx?parent=D-TDC-WTDC-2022&media=electronic), qui vise notamment à connecter toutes les écoles et tous les jeunes aux services issus des TIC, à définir des normes et des cibles à l'échelle mondiale concernant la connectivité des écoles à l'horizon 2030, à évaluer des modèles propres à garantir des méthodes de financement durables et d'un coût abordable pour connecter tous les jeunes aux services TIC et à fournir une assistance pour l'élaboration de cadres politiques, réglementaires et financiers pour connecter les écoles à l'Internet.

Mobilisation de ressources et coopération internationale dans le cadre de l'initiative Giga

– Depuis mai 2022, l'initiative Giga a suscité les financements et attiré les partenaires ci‑dessous:

• Le Gouvernement suisse s'est engagé à verser une contribution à hauteur de 2,1 millions CHF pour une durée de trois ans, en vue de la mise en place du Secrétariat mondial de l'initiative Giga à Genève.

• Le Gouvernement espagnol (à trois niveaux – Espagne, Catalogne et Barcelone) versera une contribution maximale de 17,5 millions EUR pendant une période de trois ans pour accueillir le Centre de technologie Giga.

– Au total, depuis son lancement en 2019, plus de 47,6 millions USD ont été collectés et 14 partenaires ont contribué activement à l'initiative Giga – Ericsson, Dubaï Cares, Musk Foundation, Softbank, BCG, NIC.Br, Actual, FCDO, Dell, Jumia, Liquid Technologies, Mapbox, GSMA et IHS Towers, ce qui illustre les progrès accomplis en vue d'assurer une connectivité dans les écoles à l'horizon 2030.

Pays participant à l'initiative Giga

À l'heure actuelle, 19 pays participent activement aux activités relevant de l'initiative Giga: Kenya, Niger, Rwanda, Sierra Leone, Zimbabwe, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, El Salvador, Honduras, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, îles Vierges britanniques, Commonwealth de la Dominique, Grenade, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint‑Vincent‑et‑les‑Grenadines[[1]](#footnote-1). Ces pays figurent au nombre des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement, conformément à la Résolution 16 de la CMDT.

Mise en œuvre de l'initiative Giga

Dans le cadre de l'initiative Giga, l'UIT et l'UNICEF ont mené des activités dans les domaines suivants:

– Connecter les écoles et les jeunes aux services issus des TIC:

• En avril 2023, au moins 2,12 millions d'écoles avaient été cartographiées dans 50 pays, 2,13 millions d'élèves étaient connectés et au moins 5 600 écoles pilotes bénéficiaient d'un appui de l'équipe de l'initiative Giga et de ses partenaires dans 19 pays.

• De janvier à avril 2023, avec l'appui du FCDO, des cartes interactives des infrastructures ont été élaborées pour le Kenya et des formations adaptées au rythme de chacun ont été dispensées par l'Académie de l'UIT. En Sierra Leone, les mêmes activités ont été menées avec l'appui du Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication (FDTIC). Des cartes interactives des infrastructures ont également été élaborées pour le Bénin.

• De janvier à avril 2023, avec l'appui du Fonds FDTIC, des travaux de recherche ont été menés pour déterminer l'utilisation et la qualité réelles de la connectivité dans les écoles et la résilience de l'infrastructure des réseaux locaux dans les écoles connectées du Kazakhstan, du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan.

– Définir des normes et des cibles à l'échelle mondiale concernant la connectivité à l'horizon 2030:

• En avril 2023, 72 500 écoles de 17 pays diffusaient des comptes rendus en temps réel sur l'état de la connectivité et fournissaient des données pour renforcer les cibles en matière de connectivité des écoles.

– Évaluation de modèles propres à garantir des méthodes de financement durables et d'un coût abordable:

• De mai à décembre 2022, avec l'appui du FCDO, un kit pratique pour le financement du service universel a été élaboré. Au Kenya, une étude sur les modèles d'exploitation d'une connectivité Internet durable a été menée et un atelier sur la cocréation de modèles d'exploitation durables en faveur des écoles connectées a été organisé.

– Élaboration de cadres politiques, réglementaires et financiers pour connecter les écoles à l'Internet:

• De mai à décembre 2022, avec l'appui du FCDO, des travaux de recherche en matière de politique générale et de réglementation, y compris une étude de cas sur la réglementation collaborative, ont été effectués au Kenya.

• De mai à décembre 2022, une analyse des conditions de concurrence sur le marché de l'Internet du Honduras a été menée, afin d'aider les décideurs à favoriser une concurrence efficace dans l'intérêt des citoyens.

• De janvier à avril 2023, l'équipe de l'initiative Giga a participé à la session du Forum du SMSI ayant pour thème "[Définir et financer une connectivité efficace dans les écoles](https://www.itu.int/net4/wsis/forum/2023/fr/Agenda/Session/407)", à la [série de dialogues mondiaux de l'UNESCO sur les petits États insulaires en développement (PEID)](https://www.unesco.org/fr/articles/transformation-de-leducation-lere-numerique-deuxieme-edition-de-la-serie-de-dialogues-mondiaux-de) et au [Sommet Transformer l'Afrique](https://transformafricasummit.org/), entre autres.

# 3 Projet UIT/FCDO

Rappel

Depuis mars 2021, l'UIT travaille en partenariat avec le Programme d'accès numérique (DAP) du FCDO (Royaume-Uni) au Brésil, en Indonésie, au Kenya, au Nigéria et en République sudafricaine, afin de promouvoir une réglementation efficace, un renforcement des investissements et des modèles innovants pour la connectivité dans les écoles au sein des communautés mal desservies et de renforcer l'inclusion numérique. Le projet s'articule autour de quatre domaines techniques: analyse réglementaire, élaboration d'un cadre et d'outils réglementaires; promotion de modèles durables; promotion d'un environnement davantage propice aux investissements et; renforcement des compétences numériques (principalement en Afrique).

Dans le cadre du projet UIT/FCDO, les gouvernements ont bénéficié d'un appui continu sur des questions de réglementation liées à la connectivité des écoles, moyennant l'élaboration de cartes des infrastructures, et dans le domaine des compétences numériques. Une formation en présentiel a été dispensée aux régulateurs au Kenya et une formation complémentaire adaptée au rythme de chacun est disponible sur la plate-forme de l'Académie de l'UIT. Des cartes des infrastructures, assorties d'une analyse de la situation, ont été présentées en Indonésie, au Kenya, au Nigéria et au Brésil. En outre, plusieurs études réglementaires ont été effectuées et publiées.

Mesures prises conformément au Plan d'action de Buenos Aires (de mai à décembre 2022)

Le partenariat UIT/FCDO est axé sur la connectivité durable, l'accent étant mis sur les écoles, ainsi que sur les compétences numériques dans cinq pays bénéficiant du Programme DAP (Brésil, Indonésie, Kenya, Nigéria et République sudafricaine). Il vise à apporter des changements effectifs et à favoriser l'innovation dans le domaine de la réglementation ainsi que les capacités institutionnelles, les technologies inclusives et les modèles économiques pertinents, les options de financement de la connectivité, les compétences numériques et les approches de renforcement des capacités. Les travaux suivants ont été entrepris dans ce sens:

– Travaux de recherche sur les questions réglementaires et de politique générale au Kenya, en Indonésie, au Brésil et au Nigéria, comprenant des études de cas sur la réglementation collaborative au Kenya et au Nigéria.

– Évaluation des compétences numériques au Nigéria, conjointement avec l'Organisation internationale du travail (OIT), dans le cadre de la *Campagne sur les compétences numériques pour un emploi décent*.

– Élaboration du [Kit pratique pour l'efficacité du financement du service universel](https://www.itu.int/itu-d/reports/regulatory-market/usf-financial-efficiency-toolkit/), destiné à fournir aux décideurs, aux régulateurs et aux administrateurs de fonds de service universel un ensemble d'outils et des listes de contrôle qu'ils peuvent utiliser pour répondre aux questions et relever les défis auxquels ils sont souvent confrontés lorsqu'ils utilisent des fonds publics en vue de financer durablement la connectivité.

– Parallèlement au kit pratique, un cours de formation adapté au rythme de chacun a été élaboré, afin d'aider les utilisateurs à mieux comprendre comment parcourir et utiliser les différentes parties du kit pratique pour tirer le meilleur parti de cet outil (disponible [ici](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/universal-service-financing-efficiency-toolkit-0)).

– Des cartes interactives des infrastructures ont été élaborées pour le Kenya, l'Indonésie, le Brésil et le Nigéria, afin d'informer et d'aider les gouvernements lors de la conception et de l'évaluation des technologies les plus efficaces pour connecter les écoles.

– Plusieurs ateliers ont été organisés afin de présenter aux parties prenantes les résultats des travaux de recherche et les enseignements tirés:

*• Journée porte ouverte des partenaires du Programme d'accès numérique au Kenya* (de plus amples renseignements sont disponibles [ici](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/EVENTS/2022/DAP-partners-roundtable-kenya.aspx)).

*• Ateliers sur l'offre et la demande en matière de connectivité dans les écoles en Indonésie, organisés les 29 et 30 juin à Jakarta.*

*• Table ronde de haut niveau en Indonésie* (de plus amples renseignements sont disponibles [ici](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/AsiaPacific/Pages/Events/2022/FCDO/ITU-FCDO-High-Level-Roundtable.aspx)).

*• Table ronde et atelier technique sur le renforcement des capacités au service d'une transformation numérique durable et inclusive au Nigéria* (de plus amples renseignements sont disponibles [ici](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/EVENTS/2022/roundtable-nigeria.aspx)).

*• Formation à l'intention du personnel de l'Autorité des communications du Kenya sur la gestion des subventions et le Kit pratique pour l'efficacité du financement du service universel, organisée les 27 et 28 octobre à Nakuru (Kenya).*

*• Réunions et exposés à l'intention des parties prenantes, organisés du 9 au 11 novembre à Brasilia (Brésil).*

Mesures prises conformément au Plan d'action de Kigali (de janvier à juin 2023)

Connectivité financièrement abordable

Les activités et initiatives suivantes ont été entreprises en vue de recenser les enjeux et les perspectives associés à une connectivité financièrement abordable:

– Atelier sur la cocréation de modèles d'exploitation durables pour les écoles connectées au Kenya (de plus amples renseignements sont disponibles [ici](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/EVENTS/2023/expert-workshop-kenya.aspx)).

– Étude des modèles d'exploitation d'une connectivité Internet durable au Kenya.

– Analyse des coûts opérationnels de l'infrastructure des télécommunications et de la connectivité au Nigéria.

Transformation numérique

– Des cartes interactives des infrastructures ont été élaborées pour la République sudafricaine et, avec l'appui de l'UIT, pour la Sierra Leone, afin d'informer et d'aider les gouvernements lors de la conception et de l'évaluation des technologies les plus efficaces pour connecter les écoles.

– Pour étayer les cartes interactives des infrastructures, un cours de formation adapté au rythme de chacun, qui donne un aperçu de la cartographie du large bande, a été élaboré pour l'Académie de l'UIT (disponible [ici](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/introduction-broadband-mapping)).

– Des travaux de recherche sur l'évaluation des projets relatifs à la connectivité sur le dernier kilomètre ont été effectués au Kenya.

– Avec le concours de l'UIT, des travaux de recherche ont été menés pour déterminer l'utilisation et la qualité réelles de la connectivité dans les écoles et la résilience de l'infrastructure des réseaux locaux dans les écoles connectées du Kazakhstan, du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan.

– Session du SMSI: Le Royaume-Uni a apporté son appui au développement du numérique dans les pays en développement et les pays émergents (enregistrement disponible [ici](https://play.itu.int/event/wsis-forum-2023-the-uk-support-to-digital-development-in-developing-and-emerging-countries/)).

Environnement politique et réglementaire propice

Outre l'appui et les conseils apportés constamment aux régulateurs et aux principales parties prenantes des pays bénéficiant de ce projet, les activités suivantes sont menées actuellement:

– Des travaux de recherche en matière de réglementation et de politique générale sont menés actuellement en République sudafricaine et, avec l'appui de l'UIT, en Sierra Leone, y compris des études de cas sur la réglementation collaborative.

– Outre le Kit pratique pour l'efficacité du financement du service universel, un cours de formation adapté au rythme de chacun continue d'être dispensé sur le site de l'Académie de l'UIT (disponible [ici](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/universal-service-financing-efficiency-toolkit-0)). Ce cours sera prochainement disponible en portugais et en indonésien.

– Un appui est fourni en vue de l'élaboration d'un cadre de gestion des subventions.

Télécommunications/TIC inclusives et sûres au service du développement durable

Assurer la sécurité en ligne des enfants lorsqu'une connectivité est mise à disposition est une priorité absolue et fait partie intégrante des travaux que mène l'UIT dans le cadre du Programme mondial en matière de protection en ligne des enfants. Afin d'appuyer la feuille de route du Ministère indonésien de la promotion de la femme et de la protection de l'enfance (PPPA) pour prévenir les cyberviolences, la cyberaddiction et le cyberharcèlement, et dans le cadre des activités de renforcement des capacités de l'Union en matière de protection en ligne des enfants, les lignes directrices de l'UIT relatives à la protection en ligne des enfants ont été traduites en indonésien (disponibles [ici](https://ituint.sharepoint.com/%3Af%3A/r/sites/EXT-GIGA-GIGAITU/Shared%20Documents/GIGA%20ITU/FCDO/Indonesia/Reports/COP%20Guidelines%20in%20Indonesian?csf=1&web=1&e=XYZcep)).

# 4 Initiative Connect2Recover

Rappel

En septembre 2020, l'UIT a lancé l'initiative Connect2Recover, avec le concours du Ministère des affaires intérieures et des communications du Japon et du Centre d'aide humanitaire et de secours du Roi Salman du Royaume d'Arabie saoudite. Par la suite, l'initiative Connect2Recover a bénéficié du soutien du Département des infrastructures, des transports, du développement régional, des communications et des arts (DITRDCA) de l'Australie, du Ministère des transports et des communications de la Lituanie et du Ministère des affaires étrangères (MOFA) de la République tchèque. De plus, des Membres de Secteur comme Huawei et Vodafone ont également appuyé l'initiative.

Cette initiative vise à aider les pays à renforcer leur infrastructure et leurs écosystèmes numériques dans le contexte du COVID-19 et des risques naturels ([Résolution 215 de la Conférence de plénipotentiaires](https://www.itu.int/pub/S-CONF-ACTF-2022)), une attention particulière étant accordée aux pays les moins avancés (PMA), aux pays en développement sans littoral (PDSL) et aux petits États insulaires en développement (PEID) ([Résolution 16 de la CMDT](https://www.itu.int/en/publications/ITU-D/pages/publications.aspx?parent=D-TDC-WTDC-2022&media=electronic)), en vue de réduire la fracture numérique ([Résolution 37 de la CMDT](https://www.itu.int/en/publications/ITU-D/pages/publications.aspx?parent=D-TDC-WTDC-2022&media=electronic)) et d'aider les pays ayant des besoins particuliers.

Comité directeur

Le Comité directeur de l'initiative Connect2Recover est présidé par le Directeur du BDT et comprend des représentants de l'Australie, de la République tchèque, du Japon, de la Lituanie et de l'Arabie saoudite. Entre mai 2022 et mai 2023, le Comité directeur s'est réuni à quatre reprises.

Mesures prises conformément au Plan d'action de Buenos Aires (de mai à décembre 2022)

Mobilisation de ressources et coopération internationale

– Grâce à un partenariat solide établi avec cinq États Membres et deux Membres de Secteur, 43 pays ont bénéficié d'une contribution totale de 2,8 millions USD, ce qui illustre les effets de la mobilisation de ressources et de l'établissement de partenariats pour accélérer le développement des télécommunications/TIC.

Assistance technique aux PMA, aux PDSL et aux PEID (Résolution 16 de la CMDT)

– En Arménie, au Kazakhstan, en Mauritanie et au Zimbabwe, des évaluations de la résilience ont été faites en vue de renforcer l'infrastructure des télécommunications/TIC dans ces pays pour favoriser la reprise économique et le développement. Les travaux se poursuivent en Mauritanie et au Zimbabwe.

– L'Eswatini, l'Ouganda, l'Éthiopie, le Botswana, la Zambie, le Rwanda, la Dominique, le Zimbabwe et d'autres pays ont tiré parti des quinze rapports du Concours de recherche et du rapport "Mieux reconstruire le monde à l'aide du large bande", l'accent ayant été mis sur la connectivité numérique et la réduction de la fracture numérique (Résolution 37 de la CMDT).

– Il est prévu de fournir une assistance technique à Moldova pour renforcer le plan national des télécommunications d'urgence et la radiodiffusion cellulaire dans le pays.

Mesures visant à aider les pays ayant des besoins particuliers

– En Haïti, à la suite du tremblement de terre, une évaluation des dégâts et de la résilience a été demandée, afin d'aider le pays à remettre sur pied son infrastructure et son secteur des télécommunications, afin de les rendre plus résilients pour faire face aux risques naturels, conformément à la Résolution 60 de la CMDT.

– Dans l'État de Palestine, l'élaboration d'un cadre pour le plan de numérotage faciliterait la croissance du secteur des télécommunications/TIC, qui est un véritable moteur de la croissance économique et du développement, conformément à la Résolution 18 de la CMDT.

– Au Rwanda, la mise en œuvre de projets pilotes dans le cadre de l'initiative Giga fournit des éléments factuels quant au développement à grand échelle de la connectivité des écoles dans le pays, en vue d'assurer une croissance et un développement à long terme, conformément à la Résolution 25 de la CMDT.

Environnement politique et réglementaire propice

– Grâce à l'élaboration d'une méthode dans le cadre de l'initiative Connect2Recover et à l'harmonisation de la collecte de données sur le large bande dans le cadre des initiatives de l'UIT en matière de connectivité, il est possible de donner aux régulateurs les moyens d'évaluer la résilience et de recueillir des données.

– L'étude visant à déterminer s'il est possible d'établir un organisme de régulation régional unique des télécommunications pour la Communauté des Caraïbes (CARICOM) fournit des éléments probants pour la prise de décisions réglementaires en faveur du développement économique.

– La carte actualisée des réseaux de transmission large bande fournit aux régulateurs de la région des États arabes des renseignements sur les lacunes et les goulets d'étranglement, afin qu'ils prennent des décisions sur l'utilisation des réseaux large bande et des technologies numériques.

– Il a été proposé d'organiser un webinaire, un webinaire sur l'initiative Connect2Recover, un dialogue et une séance de haut niveau, une session d'échange d'informations et une manifestation sur le Forum sur la gouvernance de l'Internet, afin de donner aux décideurs et aux régulateurs les moyens d'agir et de les sensibiliser à l'importance de disposer d'écosystèmes solides pour l'infrastructure numérique nationale et l'inclusion numérique.

Connectivité financièrement abordable

– [Dans son rapport sur l'accès aux smartphones, le Groupe de travail de la Commission sur le large bande fournit aux États Membres un plan d'action visant à examiner les questions d'accessibilité financière et de propriété des dispositifs intelligents.](https://www.broadbandcommission.org/working-groups/smartphone-access/)

Mesures prises conformément au Plan d'action de Kigali (de janvier à avril 2023)

Mobilisation de ressources et coopération internationale

– Grâce à un partenariat solide établis avec cinq États Membres et deux Membres de Secteur, une contribution supplémentaire d'environ 300 000 USD a été reçue, afin d'accélérer davantage le développement des télécommunications/TIC.

Assistance technique aux PMA, aux PDSL et aux PEID ([Résolution 16 de la CMDT](https://www.itu.int/en/publications/ITU-D/pages/publications.aspx?parent=D-TDC-WTDC-2022&media=electronic))

– En Mauritanie et au Zimbabwe, des évaluations de la résilience ont été faites en vue de renforcer l'infrastructure des télécommunications/TIC dans ces pays, pour favoriser la reprise économique et le développement. En outre, il est prévu de procéder à une évaluation de la résilience à Grenade.

– Moldova continue de bénéficier d'une assistance technique pour renforcer le plan national des télécommunications d'urgence et la radiodiffusion cellulaire dans le pays.

Mesures visant à aider les pays ayant des besoins particuliers

– Dans l'État de Palestine, l'élaboration d'un cadre pour le plan de numérotage faciliterait la croissance du secteur des télécommunications/TIC, qui est un véritable moteur de la croissance économique et du développement, conformément à la [Résolution 18 de la CMDT](https://www.itu.int/en/publications/ITU-D/pages/publications.aspx?parent=D-TDC-WTDC-2022&media=electronic).

Environnement politique et réglementaire propice

– L'analyse du marché des télécommunications/TIC en Syrie donnera aux décideurs des éléments concrets pour renforcer la compétitivité des services en faveur du développement du pays.

– Des bonnes pratiques ont été échangées dans le cadre d'une [séance d'information sur l'infrastructure numérique résiliente](https://www.itu.int/itu-d/sites/connect2recover/2023/04/06/information-session-on-resilient-digital-infrastructure-for-meaningful-connectivity-connect2recover-initiative/).

# 5 Initiative Partner2Connect

Rappel

La Coalition pour le numérique Partner2Connect (P2C) a été lancée à l'initiative de l'UIT en 2021, en étroite collaboration avec le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies et le Bureau du Haut-Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. La CMDT-22 a défini, par sa [Résolution 88](https://www.itu.int/fr/publications/ITU-D/Pages/publications.aspx?parent=D-TDC-WTDC-2022&media=electronic) nouvellement adoptée, un mandat clair pour que le BDT et l'UIT continuent de coopérer dans le cadre de la Coalition pour le numérique Partner2Connect, en vue essentiellement de mettre en œuvre et d'adapter des engagements, de mobiliser de nouvelles ressources et de nouer de nouveaux partenariats, ainsi que d'établir des rapports et d'échanger des données d'expérience afin de contribuer, en définitive, au bon fonctionnement du Programme P2C.

Activités et résultats de l'initiative Partner2Connect (de mai à décembre 2022)

Depuis le dernier rapport qui a été présenté (dans le Document 2 de la CMDT-22), les résultats suivants ont été obtenus dans le cadre de la Coalition P2C:

– Le lancement du Cadre d'action P2C et de la plate-forme en ligne de soumission des engagements en mars 2022 a ouvert la voie à la première Table ronde pour le développement du numérique, tenue en juin 2022 lors de la CMDT de l'UIT.

– La première Table ronde P2C pour le développement du numérique a été organisée et la Résolution 88 sur la Coalition P2C a été adoptée à la CMDT-22 tenue à Kigali, afin d'institutionnaliser les travaux de la Coalition dans le cadre des travaux du BDT.

– Le cap des 500 engagements pris au titre de l'initiative P2C a été franchi en octobre 2022.

– Le formulaire permettant d'assurer le suivi et de rendre compte de façon volontaire des progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements a constitué une autre avancée importante en 2022, parallèlement à la première réunion annuelle P2C tenue en décembre 2022 au siège de l'UIT à Genève.

Activités et résultats de l'initiative Partner2Connect (de janvier 2023 à juin 2023)

– En juin 2023, l'initiative P2C a recueilli 731 engagements, d'un montant de plus de 30 milliards USD, soumis par 352 entités, notamment des gouvernements, des entreprises du secteur privé, des institutions du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales ou régionales (banques multilatérales de développement comprises), des représentants de la société civile, des établissements universitaires et des groupes de jeunes.

– Sur les 352 entités participant à la Coalition, 112 sont des États Membres de l'UIT.

– Le secteur privé représente environ 25% des entités participant à la Coalition.

– Dix-sept institutions du système des Nations Unies participent actuellement à cette Coalition.

– En 2023:

• Chaque région organisera et accueillera un Forum régional sur le développement (RDF). Dans le cadre de chaque Forum RDF, une table ronde régionale spéciale sera organisée dans le cadre de la Coalition P2C, en vue de mettre en adéquation les besoins des États Membres et les engagements des partenaires.

• Le premier Forum RDF pour l'Europe s'est tenu les 22 et 23 mai 2023 à Timisoara (Roumanie) et a été l'occasion de soumettre de nouveaux engagements, puisqu'il a mis en relation des entités souhaitant soumettre des engagements et des bénéficiaires. Le Forum a abouti à plus de 110 nouveaux engagements en faveur de la Coalition P2C, qui seront mis en œuvre conformément au Plan d'action de Kigali et aux initiatives régionales pour l'Europe. Le rapport de la manifestation est disponible [ici](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Documents/Events/2023/0522-23%20-%20RDF/reports/EUR-RDF-2023-Outcome-report.pdf).

– Dans le cadre de la Coalition P2C, des tables rondes nationales sont organisées dans le but de tirer parti des engagements en faveur de la Coalition pour favoriser la transformation numérique de chaque pays.

– Grâce à ses travaux, la Coalition P2C est devenue la principale Coalition pour le développement du numérique placée sous les auspices des Nations Unies:

• La Coalition P2C a été mentionnée dans la Note de synthèse N° 5 du Secrétaire général de l'ONU. Elle sera l'un des principaux contributeurs à la mise en œuvre du Pacte numérique mondial.

• Quelque 33% des partenaires ayant soumis des engagements (115 entités), représentant 30% des engagements (219 engagements), ont fait état des progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements depuis le lancement de la plate‑forme créée à cet effet.

# 6 Conclusions

On trouvera ci-dessous un récapitulatif des principaux résultats obtenus dans le cadre de chacune des initiatives spéciales:

**Initiative Giga:**

– Cette initiative a permis d'instaurer un environnement propice (par exemple, moyennant des activités visant à cartographier des écoles et à assurer le suivi en temps réel de l'état de la connectivité, ainsi que l'élaboration de cartes interactives des infrastructures) pour aider les gouvernements à connecter les écoles et les jeunes aux services TIC, au titre de la Résolution 87 de la CMDT.

– La cartographie des écoles et le suivi en temps réel de l'état de la connectivité sont autant d'activités qui ont fourni aux gouvernements des renseignements sur les lacunes en matière de connectivité et les besoins d'utilisation, tandis que les cartes des infrastructures ont permis aux gouvernements de disposer des renseignements nécessaires pour recenser les meilleures solutions techniques en vue de connecter les écoles à l'Internet.

**Projet UIT/FCDO:**

– Dans le cadre de ce projet, les gouvernements ont bénéficié d'un appui continu sur des questions de réglementation liées à la connectivité des écoles, moyennant l'élaboration de cartes des infrastructures, et dans le domaine des compétences numériques.

– Une formation en présentiel a été dispensée aux régulateurs au Kenya et une formation complémentaire adaptée au rythme de chacun est disponible sur la plate-forme de l'Académie de l'UIT. Des cartes des infrastructures, assorties d'une analyse de la situation, ont été présentées en Indonésie, au Kenya, au Nigéria et au Brésil. En outre, plusieurs études réglementaires ont été effectuées et publiées.

**Initiative Connect2Recover:**

– Grâce à un partenariat solide établi avec cinq États Membres et deux Membres de Secteur, 43 pays ont bénéficié d'une contribution totale de plus de 3 millions USD, ce qui illustre les effets de l'établissement de partenariats pour accélérer la mise en œuvre d'une infrastructure numérique résiliente.

– Dans le cadre de cette initiative, une assistance technique a été fournie à treize pays de la catégorie des PMA, des PDSL et de PEID, ainsi qu'à trois pays ayant des besoins particuliers, afin d'améliorer les activités de renforcement des compétences et des capacités et d'instaurer un environnement politique et réglementaire propice.

**Initiative Partner2Connect:**

– Le lancement du Cadre d'action de la Coalition P2C et la création d'une plate-forme en ligne de soumission des engagements, ainsi que l'adoption de la Résolution 88 sur la Coalition P2C à la CMDT-22 tenue à Kigali, sont autant d'événements qui ont contribué à institutionnaliser les travaux de la Coalition dans le cadre des travaux de BDT.

– En 2023, l'accent est mis sur la mise en œuvre des engagements soumis au titre de la Coalition P2C, dans le cadre de six Forums régionaux sur le développement et de tables rondes nationales, l'objectif étant de tirer parti de ces engagements en faveur de la transformation numérique des pays bénéficiaires.

Les quatre initiatives spéciales sont financées grâce à la mobilisation de ressources et à la coopération internationale et viennent compléter la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires et du Plan d'action de Kigali.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Il s'agit généralement de pays pilotes qui sont appelés à tester des activités afin que d'autres pays puissent bénéficier de leurs effets positifs. Ces pays pilotes ont également mis en place des comités directeurs au niveau national. [↑](#footnote-ref-1)